. . . ou à la conduite de ses fonctionnaires, à l'administration de ses affaires, à l'agencement de ses travaux. . .

[Traduction]

À l'administration de ses affaires, à l'agencement de ses travaux, voilà la clé. Cette disposition sur l'administration des affaires de la Chambre explique justement comment nous devons administrer nos travaux. Nous savons que certains jours, c'est l'opposition qui choisit le sujet à débattre. Il existe un article du Règlement qui accorde 25 jours de débat à l'opposition.

Monsieur le Président, vous constaterez qu'il n'est fait aucune mention des travaux des subsides dans le *Feuilleton* d'aujourd'hui. Aucune. Cette rubrique a été enlevée. Pourquoi? Parce que nous l'avons perdue vendredi. Il n'y a plus de délibérations sur les crédits. Plus de prise en considération des crédits proposés par le président du Conseil du Trésor.

Ce n'est pas une façon ordonnée d'administrer les travaux de la Chambre. Nous ne donnerons pas au gouvernement les crédits dont il a besoin pour administrer les affaires publiques, à moins qu'il se présente au Parlement et aux comités pour nous expliquer exactement pour quelles raisons il a besoin de ces crédits. Il n'existe plus de prise en considération d'aucun crédit dans notre *Feuilleton*. On a fait sauter cette rubrique complètement. Autrement dit, nous allons avoir, dorénavant, un gouvernement qui pourra faire ses quatre volontés. Nous n'accepterons pas pareille chose.

Après avoir exposé cet argument que je trouve convaincant, monsieur le Président, je vous signale que pour rétablir la situation, et le Règlement est très clair, vous devez ordonner la tenue d'un débat. Nous devons non seulement connaître les raisons de cette façon d'agir, mais nous donnerons en plus aux députés du gouvernement l'occasion de nous dire pourquoi ils ont agi ainsi vendredi dernier. Pourquoi ils ont fait faux bond aux Canadiens? Pourquoi ils ne sont pas demeurés à la Chambre jusqu'à l'ajournement? Pourquoi ne voulaient-ils pas débattre la motion dont nous étions saisis vendredi? Voilà ce que nous voulons savoir. Nous leur donnerons la possibilité de débattre cette motion en temps voulu. Je répète l'alinéa 67(1)p) qui précise que cette motion peut faire l'objet d'un débat lorsqu'elle concerne l'administration des affaires de la Chambre. Il s'agit là, selon moi, d'un argument assez convaincant.

Pour ma part, je crois que nos vis-à-vis devraient rétablir la motion. Nous devrions en débattre, et nous prononcer ensuite. Selon moi, ce sont-là les trois étapes que le gouvernement doit suivre maintenant, étant don-

Privilège

né qu'à cause de leur propre incompétence, les ministériels n'ont pas suivi la procédure normale qui consiste à garder à la Chambre un nombre suffisant de députés pour débattre des questions importantes.

M. Barrett: J'espère que ce n'est que de l'incompétence.

M. Gauthier: Je ne vais pas leur prêter des motifs, mais je suis persuadé qu'il y avait une certaine part d'incompétence dans tout cela.

Mon quatrième point concerne le comité. Au début de février, les comités de la Chambre ont reçu ce que nous appelons le Livre bleu, le Budget des dépenses. On y expose les prévisions budgétaires du gouvernement, et ces dernières sont envoyées au comité compétent aux fins d'examen. Un grand nombre de comités siègent. Je le répète, à 16 heures, un comité devait se réunir, afin d'examiner les prévisions budgétaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

• (1540)

Étant donné que la Chambre n'examine pas actuellement les crédits du gouvernement, nous pourrions difficilement souscrire à des travaux sur les crédits confiés à des comités. . .

M. Milliken: Ou n'importe où ailleurs.

M. Gauthier: . . . ailleurs. Cela étant dit, je vous demande à nouveau, monsieur le Président, de faire savoir aux comités que tant que le Budget des dépenses n'aura pas été restauré par le gouvernement et que les subsides n'auront pas été reportés au *Feuilleton*, il serait contraire à la pratique que les comités examinent un Budget des dépenses qui n'existe pas, à moins qu'ils ne veuillent discuter d'autre chose.

Ils ne peuvent pas, à mon avis, discuter du Budget des dépenses sans d'abord expliquer comment ils peuvent soutenir que le fait que la Chambre ne soit pas saisie des crédits leur importe peu puisque le renvoi qui a été fait il y a quelques mois leur suffit amplement. L'opposition n'est pas responsable de ce qui s'est passé. C'est le gouvernement lui-même qui a gâché la journée des comités, celle du Parlement et celle de nous tous qui croyons que l'environnement est un sujet important.

Je pourrais continuer encore longtemps mes explications, monsieur le Président, et vous citer les précédents dans Beauchesne, Erskine May et Bourinot, mais je sais que vous n'y tenez pas. D'autres députés veulent aussi participer à ce débat et faire valoir leur point de vue. Cela étant dit, nous estimons qu'il faut nécessairement redon-